

- M. Alain Gueho, directeur du C.S.P. de Hakahau
- M. José Paramio, directeur du C.S.P. de Makemo
- M. René Terme, directeur du C.S.P. d'Atuona
- Mme Roberte Lai Foo, directrice du C.S.P. de Hao
- M. Roger Vaki, directeur du C.J.A. d'Atuona
- M. Auguste Vanquin, directeur du C.S.P. de Tiputa.

2) Autres services

- Mme Liliane Juskivewski, chef de la division des bourses, des examens et de la scolarité (dépenses imputables aux chapitres 44.01 article 77, 46.01 articles 10, 20 et 25) ;
- Mme Raymonde Raoulx, chef de la division des constructions et des transports scolaires (dépenses imputables au chapitre 46.01 article 36) ;
- M. Maurice Yune, chef du bureau d'achat et de distribution (dépenses imputables au chapitre 38.11 article 10 rubrique 10 — Fournitures scolaires —) ;
- Melle Lisette Helme, chef de la division financière pour toutes les autres dépenses du service de l'éducation ;
- M. Roger Cavalier, IDE/ISLV (dépenses relatives aux déplacements effectués aux îles sous-le-vent et imputables au chapitre 38.11 article 10 rubrique 4 — Déplacements —) ;
- M. Alain Camoun, conseiller pédagogique des Marquises du nord (dépenses relatives aux déplacements effectués aux Marquises et imputables au chapitre 38.11 article 10 rubrique 4 — Déplacements —) ;
- M. Philippe Schlegel, conseiller pédagogique des Marquises du Sud (dépenses relatives aux déplacements effectués aux Marquises et imputables au chapitre 38.11 article 10 rubrique 4 — Déplacements —).

Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef du service des finances (finances territoriales) et le chef du service de l'éducation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires (notamment l'arrêté n° 239 SG du 30 janvier 1984).

Par arrêté n° 2061 SG du 17 juillet 1984. — Délégation de signature est donnée à M. Ahyerre Michel, pharmacien chimiste principal, inspecteur de la pharmacie du territoire de la Polynésie française, à l'effet de signer au nom du haut-commissaire, et dans la limite de ses attributions, tous actes et documents, à l'exception des arrêtés et décisions, à établir dans le respect de la réglementation en vigueur sur le territoire, conformément aux conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes.

Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 821 SG du 21 février 1983.

*
* *

TRAVAIL ET LÉGISLATION SOCIALE

Par arrêté n° 1402 TLS du 18 mai 1984. — Les examens de fin de stage des sections maçonnerie — béton armé, métalliers, menuiserie agencement et carrelage du centre de formation professionnelle accélérée de Pirae se dérouleront aux dates suivantes :

1°) Métallier et maçonnerie béton armé

Travaux pratiques : du 18 au 22 juin 1984
Épreuves théoriques : 25 juin 1984
Technologie orale et correction des épreuves par le jury : 27 juin 1984 à partir de 7 H

2°) Menuiserie agencement et maçonnerie — carrelage

Travaux pratiques : du 20 au 24 août 1984
Épreuves théoriques : 27 août 1984
Technologie orale et correction des épreuves par le jury : 29 août 1984 à partir de 7 H

Les jurys d'examens sont composés comme suit :

Président : Le chef du service de l'inspection du travail et des lois sociales ou son représentant le responsable de la formation professionnelle auprès du service.

Membres : Pour chaque spécialité :

- Un professeur du Lycée technique d'État du Taaone,
- Un technicien du service de l'équipement,
- Un technicien de la direction de l'infrastructure et du matériel en Polynésie française,
- Un représentant désigné par la chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française,
- Un représentant travailleur désigné par la fédération des syndicats de Polynésie française,
- Un représentant travailleur désigné par l'union des syndicats autonomistes Polynésiens.

Le contrôle et la surveillance des épreuves seront assurés à la diligence du directeur du centre de formation professionnelle accélérée par des agents de l'établissement non concernés par les spécialités traitées aux examens.

Le choix des épreuves sera arrêté par l'inspecteur du travail et des lois sociales après avis de professionnels choisis en raison de leur compétence.

Les épreuves seront notées de 0 à 20 ; seront déclarés admissibles les candidats ayant obtenu au minimum la moyenne de 10. Il pourra être tenu compte des notes obtenues en cours de stage dans le cas de repêchage.

Le directeur du centre sera chargé de l'organisation matérielle des épreuves.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(liste non limitative)

TEXTES

relatifs à l'intégration
dans la fonction publique métropolitaine.
(Corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française)

La brochure : 150 francs.

IMPRIMERIE OFFICIELLE — PAFETE